

VALORISER LES 80 000 TÉLÉPHONES SAISIS : UNE SOLUTION CONCRÈTE POUR LA SÉCURITÉ DES PERSONNELS !

Le SPS-CEA porte une revendication simple : arrêter de détruire, commencer à financer.

Chaque année, près de **80 000 téléphones portables sont saisis** en détention. Aujourd'hui ? Ils sont détruits, aucun bénéfice pour l'État et 0 euro pour améliorer les conditions de travail des agents.

Pour le SPS-CEA, c'est une aberration économique et sécuritaire ! C'est pourquoi, notre organisation syndicale propose de créer une filière nationale de valorisation.

Nous demandons l'ouverture d'un dispositif permettant que les téléphones saisis soient recyclés ou reconditionnés dans un cadre légal strict (traçabilité, suppression des données, certification).

De faire en sorte que l'argent généré soit intégralement fléché vers l'administration pénitentiaire afin de financer : **du matériel de sécurité, des équipements pour les personnels, des projets d'amélioration des conditions de travail, des moyens pour lutter contre les trafics.**



Un potentiel financier immédiat ! En effet, un téléphone reconditionné vaut en moyenne 40 à 60 €. **Cela peut représenter plus de 3 millions d'euros par an qui pourraient renforcer les prisons au lieu de finir... à la benne.** **Une mesure simple, légale et déjà utilisée ailleurs :** Douanes, Police, Armées : l'État valorise déjà certains biens saisis ou matériels obsolètes...

Alors pourquoi pas l'administration pénitentiaire ? Transformer un problème en ressource : c'est maintenant !

Le SPS-CEA exige que ce sujet soit étudié au ministère et inscrit dans les prochains travaux institutionnels. Ce qui met en danger les agents doit permettre de renforcer leur sécurité.